



ASIE/MALAISIE - Dédommagements et intimidations : le gouvernement demande au mouvement de payer les dégâts causés par une manifestation

Kuala Lumpur (Agence Fides) – Le gouvernement malaisien du Premier Ministre Najb Razak a cité en jugement 10 responsables du mouvement de la société civile Bersih (Propreté), formé par plus de 60 ONG qui réclament la transparence des élections. L'exécutif demande dans ce cadre un dédommagement de 122.000 ringgits malaisiens (environ 38.000 dollars américains) suite aux dommages subis par des structures publiques et des véhicules de la police au cours de la manifestation du 28 avril dernier à Kuala Lumpur (voir Fides 28/04/2012). A cette occasion, une partie des 100.000 manifestants avait quitté la zone autorisée pour gagner la Place de l'Indépendance, ce mouvement ayant causé des désordres et des affrontements avec la police.

Ainsi que cela a été indiqué à Fides, les avocats du mouvement, dont de nombreux chrétiens, qualifient de « juridiquement infondée » l'initiative du gouvernement du Barisan Nasional (BN). La cause civile a en effet été intentée sur la base de la nouvelle loi Peaceful Assembly Act qui régleme les rassemblements publics, approuvée l'an dernier après la naissance du mouvement Berish, dans le sillage du « printemps arabe ». Selon les avocats, l'initiative du gouvernement entend éviter de futures manifestations publiques de protestation. En outre, elle constitue « un très mauvais précédent », à savoir celui d'un exécutif qui « poursuit en justice ses propres citoyens », cherchant à limiter leurs droits constitutionnels à la liberté de parole et d'association. La première audience est prévue pour le 14 juin et une mobilisation de la société civile en faveur des 10 responsables est attendue.

L'action légale arrive en outre après que les responsables de l'opposition politique Anwar Ibrahim e Azmin Ali aient eux aussi été accusés pour avoir participé à la manifestation du 28 avril. Les intimidations à l'encontre du mouvement Bersih s'accroissent y compris au plan social. Les protestations et les menaces de militants se succèdent devant l'habitation d'Ambiga Sreenevasan, avocate hindoue qui est l'un des 10 responsables cités en jugement.

Depuis l'an dernier, le mouvement bénéficie du soutien des communautés religieuses minoritaires en Malaisie, Etat multiethnique et multi religieux mais en grande partie musulman et dont le gouvernement du Barisan Nasional, parti aux affaires depuis des décennies, a toujours favorisé la communauté d'ethnie malay et de religion musulmane. « Les religions soutiennent la transparence et la correction au sein de la société. Elles veulent contribuer à sensibiliser la population de manière pacifique, en se faisant porteuses de valeurs communes telles que la justice et le bien commun, qui vont au-delà des partis » commente pour l'Agence Fides Thomas Philips, responsable du Malaysian Consultative Council of Buddhism, Christianity, Hinduism, Sikhism and Taoism, qui appuie le Bersih. « L'impact de ce mouvement sur la politique est croissant. La campagne est acceptée également par de nombreux musulmans de la société civile » remarque-t-il. (PA) (Agence Fides 25/05/2012)